

Vers la fin de l'immigration marocaine en Espagne

Leïla Delezenne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2558>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2558

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2013

Pagination : 75-82

ISBN : 978-2-919040-23-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Leïla Delezenne, « Vers la fin de l'immigration marocaine en Espagne », *Hommes & migrations* [En ligne], 1303 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2558> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2558

VERS LA FIN DE L'IMMIGRATION MAROCAINE EN ESPAGNE

par **LEÏLA DELEZENNE**, *membre associée du laboratoire de recherche Cecille (Centre d'études en civilisations, langues et littératures étrangères), université de Lille-III*

En Espagne, les immigrés marocains sont en première ligne face à la hausse du chômage. Dans les secteurs de l'agriculture ou de la construction qui leur garantissaient du travail, ils subissent aujourd'hui la concurrence des travailleurs espagnols. La migration vers l'Espagne est devenue de moins en moins attractive et rentable. Conséquence du chômage des migrants, les transferts de fonds baissent en direction du Maroc. Mais la fin de l'eldorado espagnol pourrait bien annoncer le début d'un autre.



La venue massive des migrants marocains a contribué de manière significative à la croissance de l'emploi

Dans plusieurs pays d'Europe comme l'Espagne, le solde migratoire a traditionnellement été négatif jusqu'à une période récente qui marque un tournant décisif dans l'histoire migratoire du pays. En quelques décennies, l'Espagne est passée du statut de pays d'émigration au statut de pays d'immigration. De par sa proximité géographique avec le Maroc¹, l'Espagne est une zone très exposée à l'immigration marocaine. Pendant quinze années, des migrants marocains sont venus "en masse" s'installer en Espagne, contribuant de manière significative à la croissance de l'emploi. Si nous comparons avec la France, les Marocains constituent aujourd'hui 12 % de la population française²

(l'immigration marocaine en France a presque triplé depuis 1975). En Espagne, les immigrés marocains représentent 13,6 % de la population totale. La proportion d'immigrés marocains en Espagne dépasse donc aujourd'hui celle de la France même si, dans l'Hexagone, nous parlons de troisième et de quatrième générations d'enfants d'immigrés. En Espagne, nous n'en sommes qu'à la deuxième. Les gouvernements successifs du conservateur José Maria Aznar (1996-2004) et du socialiste José Luis Rodriguez Zapatero (2004-2011) ont procédé à des régularisations massives face à l'explosion démographique. Par conséquent, parmi les grands pays de l'Union européenne, l'Espagne est "le pays

1. À seulement 14 km du Maroc, l'Andalousie est, en Europe, la frontière Sud la plus proche de pays en voie de développement.

2. Voir à ce sujet: <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/10/10/0101620121010ARTF1Goo262-immigration-les-chiffres-de-l-insee.php>.

Évolution du taux de chômage en Espagne de 2005 à 2013

| Années | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Total en % | 9,16 | 8,51 | 8,26 | 11,34 | 18,01 | 20,06 | 21,64 | 24,63 | 26,3 |

Source : Élaboration personnelle, EPA - Instituto nacional de estadísticas (INE).

qui a le plus reçu d'immigrés en proportion de sa population³”, selon Anna Cabré, directrice du Centre d'études démographiques de l'université autonome de Barcelone. De 1995 à 2005, l'immigration marocaine a été l'un des moteurs de croissance durable et soutenue pour l'Espagne (qui enregistrait un taux de croissance moyen annuel de 3,6 %). Cependant, le récent renversement de conjoncture économique a mis fin à ces tendances positives et l'état du marché du travail s'est rapidement dégradé en Espagne comme dans la plupart des pays de l'OCDE.

La fin de l'“eldorado espagnol”

Aujourd'hui, l'“eldorado espagnol” n'est plus d'actualité car le pays subit de plein fouet les conséquences de la crise économique. En effet, de 2005 à 2012, le taux de chômage en Espagne est passé de 9,16 % à 24,60 %. D'après les données de l'Institut national de la statistique espagnol⁴ reprises dans le tableau ci-dessus, nous observons une augmentation de plus de 3 % la première année de la crise, ensuite, en seulement un an, de 2008 à 2009, nous constatons une augmentation fulgurante du taux de chômage en Espagne : passant de 11,34 % à 18,01 %. De 2009 à 2011, le taux de chômage ne s'est pas stabilisé. Au contraire, il n'a pas cessé d'augmenter.

Au premier trimestre de l'année 2013, le taux de chômage en Espagne était de 26,3 %. Nous enregistrons donc une augmentation de 6,24 % du taux de chômage par rapport à 2010. Si nous observons le tableau (p. 83) élaboré par Eurostat, nous remarquons que l'Espagne est le pays de la zone euro comptant le plus de chômeurs.

Pour faire face au ralentissement économique et à l'augmentation du chômage qui touchent principalement les métiers du bâtiment et des services, premiers employeurs de la main-d'œuvre immigrée, l'ex-gouvernement socialiste espagnol a adopté en 2008 un projet de “plan de retour volontaire” ciblant les 100 000 immigrés en situation régulière mais sans emploi depuis plus d'un an. Ce plan propose aux immigrés de rentrer dans leur pays d'origine et de percevoir une allocation de chômage en deux temps. 40 % de cette allocation est versée au moment du départ, et le reste après l'arrivée dans le pays.

Les “bénéficiaires” reçoivent l'équivalent de 11 000 euros et la promesse d'un soutien pour l'obtention d'un microcrédit afin de monter des petites entreprises dans leur pays d'origine.

En contrepartie, les éventuels “bénéficiaires” doivent renoncer à leurs permis de résidence et de travail et s'engager à ne pas revenir en Espagne pendant une durée minimale de trois ans.

Le gouvernement espagnol promet également aux immigrés intéressés par cette offre un traitement

3. <http://international.lefigaro.fr/espagne-pays-proportion-population.html>. 4. L'“Instituto nacional de estadísticas” est l'équivalent de l'Insee en France. 5. Mohamed El Mouden, “Nuevo discurso de la inmigración”, in *Al Jarida al Ula*, Casablanca, 10/04/2009.

6. http://www.elpais.com/elpaismedia/diario/media/200809/20/espana/20080920elpinac_1_Pes_PDF.pdf.

7. http://extranjeros.empleo.gob.es/es/IntegracionRetorno/Retorno_voluntario/datos/Datos-retorno-voluntario.pdf.

privilegié dans le cadre des programmes de recrutement de la main-d'œuvre saisonnière, initiés par l'Espagne dans divers pays, dont le Maroc. Le gouvernement socialiste espagnol de l'époque s'était montré très optimiste : l'exécutif de Zapatero s'attendait à ce que plus de 100 000 émigrés en situation régulière ayant droit à des prestations sociales ou allocations chômage puissent profiter de ce plan.

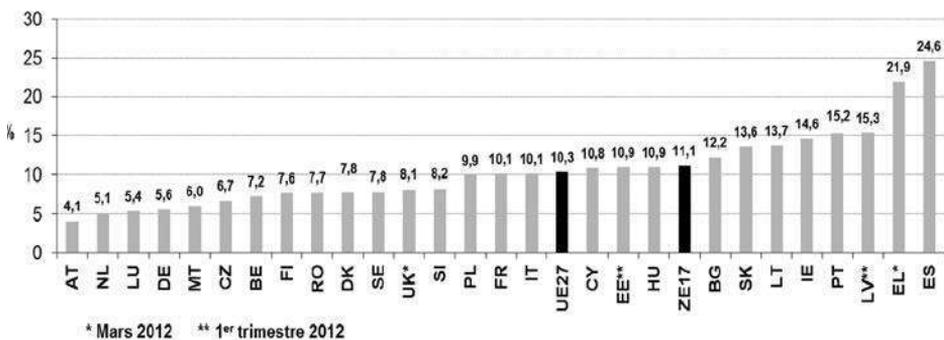
Le journaliste et analyste Mohamed El Mouden⁵ avait d'ailleurs souligné que les termes utilisés par la presse espagnole ne sont plus les mêmes : on ne parle plus d'"invasion", de "*pateras*", d'"intégration", mais de la "fin de l'immigration", du "retour volontaire". Cependant, les immigrés marocains ont massivement rejeté ce programme. L'association Atime a révélé dans une enquête publiée par le journal espagnol *El País* que 83 % des immigrés ont refusé ce programme de retour⁶. Même après quatre années, le gouvernement espagnol est loin de ses objectifs. En effet, selon les chiffres du gouvernement espagnol⁷ publiés en 2012, moins de 13 000 émigrés ont profité de ce plan.

Les victimes de la crise économique en Espagne

De manière générale, nous pouvons constater que le ralentissement de l'activité économique touche de façon disproportionnée les travailleurs de certains secteurs. Le bâtiment est particulièrement exposé dans les pays tels que l'Irlande et l'Espagne. L'incidence sur la main-d'œuvre immigrée est beaucoup plus visible dans certains pays, car la crise s'y est déclarée plus tôt, mais aussi parce que cette main-d'œuvre immigrée y a joué un rôle clé au cours de la récente période d'expansion économique. En Espagne, par exemple, après au moins dix ans d'amélioration continue, la situation des immigrés sur le marché du travail s'est brusquement détériorée en 2007 et de façon beaucoup plus importante que celle des autochtones.

Au cours du quatrième trimestre 2008, le taux de chômage des immigrés est passé à 20,3 % et l'écart avec les autochtones a progressé de 7,8 points.

Évolution en % du taux de chômage en mai 2012, données corrigées des variations saisonnières



Le nombre de travailleurs étrangers affiliés au régime de la Sécurité sociale a diminué de 13 % entre juillet 2008 et février 2009, retombant à son niveau de janvier 2007. Au cours de la même période, le nombre total de personnes affiliées au système de la Sécurité sociale a diminué de 6,5 %. Selon Walter Actis, membre du centre de recherches espagnol Colectivo Ioé, lors d'un séminaire sur la situation des Marocains résidant à l'étranger (MRE) en Espagne et en Italie, organisé en juin 2012, par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), les migrants marocains représentent la communauté étrangère qui a le plus pâti des effets de la crise en Espagne. L'impact de

Il suffit d'aller visiter les champs de fraises dans les régions de Huelva ou d'Almería pour observer la recrudescence d'Espagnols dans les champs, alors qu'il n'y a encore que cinq ans, il n'y avait que des Marocains, des Équatoriens ou des Européens des pays de l'Est.

la crise pour cette population a été dévastateur. Depuis 2008, le taux de chômage qui frappe cette catégorie a augmenté très rapidement jusqu'en 2009 et a suivi une tendance en hausse jusqu'en 2013 pour atteindre les 60 %, six Marocains sur dix étant au chômage. Alors que le taux de chômage en

2007 parmi les hommes marocains était de 17 %, il est passé en 2011 à 48 %. En ce qui concerne les femmes marocaines, leur taux de chômage en 2007 était de 31,6 %, il est passé à 56,3 % en 2011.

Le fait que la main-d'œuvre immigrée soit plus sensible aux crises économiques n'est pas spécifique à la présente crise mais relève de plusieurs facteurs structurels. Ces derniers tiennent aux caractéristiques des emplois des immigrés, qui sont souvent concentrés dans des secteurs très sensibles aux fluctuations du cycle des affaires, et à leurs contrats de travail qui offrent une moins grande sécurité. Les étrangers employés de manière illégale, mais aussi les immigrés temporaires en situation régulière, sont en général plus vulnérables en cas de durcissement du marché du travail. Les licenciements sont en effet plus sélectifs, les discriminations sont par-

fois plus nombreuses. Dans la dernière publication de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Perspectives des migrations internationales*⁸, qui analyse l'évolution récente des mouvements et des politiques migratoires dans les pays de l'Organisation, nous apprenons que, dans la plupart des pays membres de l'OCDE, les immigrés sont souvent "surreprésentés" dans des emplois temporaires et dans des secteurs d'activité plus sensibles. La plupart des Marocains en Espagne travaillent (ou ont travaillé) dans ces secteurs : la construction, l'agriculture, les services à domicile, l'hôtellerie et la gestion de petits commerces (épiceries, téléboutiques, restaurants, boutiques d'artisanat).

Ces dix dernières années, les secteurs de la construction ou de l'agriculture ont garanti un travail permanent à des dizaines de milliers de Marocains. Désormais, ces secteurs d'activité sont totalement saturés et étouffés par la crise. Peu de temps avant la crise économique, certains Espagnols au chômage, qui avaient pendant longtemps "boudé" le secteur de l'agriculture, ont décidé d'y entrer, tant les besoins de main-d'œuvre étaient importants et faute de trouver un autre emploi stable ailleurs. Il suffit d'aller visiter les champs de fraises dans les régions de Huelva ou d'Almería pour observer la recrudescence d'Espagnols dans les champs, alors qu'il n'y a encore que cinq ans, il n'y avait que des Marocains, des Équatoriens ou des Européens des pays de l'Est.

Par conséquent, les queues aux portes du chômage s'allongent. Des dizaines de milliers de Marocains se retrouvent en situation illégale ou le seront dans peu de temps car la nouvelle loi régissant le statut des étrangers en Espagne exige un contrat de travail en vigueur et le paiement de la Sécurité sociale pour le renouvellement du permis de séjour ou de travail. En étant au chômage et dans l'impossibilité d'obtenir un contrat de travail, beaucoup de Marocains n'ont plus de permis de séjour valable et vivent à nouveau dans une situation précaire. Nous constatons sur le terrain qu'il existe une grande

8. OCDE, *Perspectives des migrations internationales 2012*, OCDE, 2012.

solidarité au sein de la communauté marocaine. En effet, avec la crise, les familles partagent leur appartement, leur nourriture et leurs dépenses afin de surmonter cette situation financière difficile. En plus du soutien apporté par la famille et les amis, ils reçoivent également de l'aide de la part de la société civile qui fournit aux plus démunis des denrées alimentaires⁹.

Recul des emplois temporaires et de l'immigration illégale

Entre janvier et mars 2012, l'emploi temporaire a enregistré un taux spectaculaire de 23,66 % en Espagne. Le recul de l'emploi temporaire et/ou des contrats à durée déterminée est un obstacle supplémentaire pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, notamment les jeunes et les immigrés récemment arrivés, car ils étaient devenus un tremplin pour l'emploi permanent. En effet, la situation des jeunes Marocains (16-24 ans) en Espagne est très préoccupante : actuellement, plus des deux tiers (68,8 %) des jeunes immigrés marocains sont au chômage. Ce chiffre souligne la difficulté que rencontre la génération plus jeune à trouver un emploi. Cette situation devrait attirer l'attention des administrations publiques et du gouvernement afin d'éviter de laisser se développer une "génération perdue" dans la marginalité ainsi que des conflits sociaux. Une autre observation importante annonçant la fin de l'immigration marocaine vers l'Europe est la disparition quasi totale de l'arrivée des *pateras*¹⁰ du Maroc sur les côtes espagnoles. Chaque année, de 1995 à 2005, la Guardia Civil a arrêté près de 15 000 migrants marocains tentant d'accéder aux côtes andalouses ou canariennes, et l'on suppose que le double a réussi à échapper aux contrôles.

En 2008, à peine 1 000 Marocains ont été inter-céptés, la plupart aux Canaries car les contrôles aux

côtes andalouses se sont intensifiés. Il faut néanmoins différencier les *pateras*, qui viennent du Maroc, des embarcations qui arrivent de Mauritanie ou du Sénégal.

Cette baisse radicale de l'immigration marocaine vers l'Espagne peut être également expliquée par le fait que la presse marocaine et plus particulièrement la chaîne de télévision Al Jazeera abordent fréquemment le sujet de la crise économique en Europe et la souffrance des immigrés, surtout ceux du Maghreb. Ce nouveau discours informatif a un impact sur les jeunes Marocains qui deviennent de plus en plus conscients que l'eldorado européen appartient désormais au passé.

Répercussions de la crise économique actuelle au Maroc

Nous pouvons affirmer que la crise actuelle a une répercussion au Maroc et engendre de sérieux problèmes. D'une part, les jeunes ne peuvent plus émigrer. L'espoir de partir un jour de leur pays s'est envolé. Ce constat pourrait accentuer la tension sociale au sein même du pays car ils exigeront un travail dans leur propre pays, tandis que le marché du travail au Maroc n'est pas en mesure de satisfaire ce besoin. D'autre part, il convient de souligner que le PIB du Maroc dépend grandement des transferts d'argent de ses citoyens partis travailler à l'étranger. Les Marocains ont migré vers trois principales destinations : la France, les Pays-Bas et la Belgique (dans une moindre mesure vers l'Allemagne). Ce n'est qu'à partir des années 1980 que l'Espagne est devenue leur principale destination avec l'Italie. En cinquante ans, près de 4 millions de Marocains ont quitté leur pays pour s'instal-

Actuellement, plus des deux tiers (68,8 %) des jeunes immigrés marocains sont au chômage. Ce chiffre souligne la difficulté que rencontre la génération plus jeune à trouver un emploi.

9. Voir à ce propos : www.correodiplomatico.com/8310-en-crisis-los-inmigrantes-ya-no-resultamos-atractivos-ni-a-espana-ni-a-marruecos.html. 10. Les *pateras* sont de petites embarcations de fortune plates avec un moteur hors-bord qui transportent jusqu'à 50 personnes.

ler définitivement à l'étranger, soit 13 % de la population totale. Cette immigration a été tout au long de ces cinquante dernières années un facteur d'une extrême importance pour le Maroc, au niveau social, politique et économique.

L'immigration marocaine a largement contribué à la stabilité du pays. En effet, les autorités marocaines n'ont pas eu à s'occuper du travail, de l'éducation, de la santé de 4 millions d'émigrés (l'équivalent, en habitants, de la ville de Casablanca ou de la péninsule de Tanger). Ces 4 millions d'émigrés ont représenté une importante ressource de devises étrangères pour le Maroc. Seulement, le cycle de récession dans lequel s'est enfoncée l'économie espagnole s'est répercuté négativement sur les transferts d'argent des ressortissants marocains vivant en Espagne. À l'origine de ce constat, les derniers chiffres officiels de la Banque centrale d'Espagne rapportés par le site Remesas.org¹¹ du Centre de recherche et de coopération, spécialisé dans les transferts de fonds des immigrants. Ce constat

Les difficultés économiques de l'Espagne ont globalement balayé les efforts du gouvernement et de la société civile en matière d'intégration des immigrés marocains présents sur le territoire.

nous amène donc à penser que la crise économique a affaibli significativement le niveau de vie des immigrés marocains qui ne peuvent plus se permettre d'envoyer autant d'argent qu'auparavant dans leurs familles au Maroc. Nous nous interro-

geons par conséquent sur la situation des descendants des immigrés marocains, en d'autres termes la "deuxième" génération de Marocains en Espagne. Cet impact économique aura sans doute des conséquences sur la société marocaine et sur l'emploi. Nous gardons un œil attentif sur l'évolution de cette situation. En attendant, nous pouvons largement évoquer la fin de l'ère de l'immigration marocaine, principalement vers l'Europe, et ce à cause de la violente crise économique dont souffre le Vieux Continent.

© D.R.

La politique actuelle d'intégration des immigrés marocains en Espagne

Les difficultés économiques de l'Espagne ont globalement balayé les efforts du gouvernement et de la société civile en matière d'intégration des immigrés marocains présents sur le territoire. Ce constat conduit à interroger la solidité des mesures entreprises par le gouvernement pour les immigrés marocains face aux bouleversements économiques. Néanmoins, nous ne pouvons nous limiter à cette interrogation tant la structure de l'État espagnol est complexe. En effet, l'organisation extraordinairement décentralisée de l'État espagnol fait de lui une structure qui manque parfois de cohésion nationale.

L'État espagnol est divisé en trois niveaux d'autorité (nationale, régionale et locale). De manière générale, chaque communauté autonome se charge de gérer l'intégration des immigrés présents dans ses provinces. Cependant, nous constatons sur le terrain que l'interprétation et l'application des directives nationales, précisément inscrites dans la loi organique de 2009 sur l'immigration, n'ont

11. <http://www.remesas.org/dondeog.html>.

cessé, pendant plusieurs années, de varier d'une région à l'autre, notamment au sujet des renouvellements d'autorisations de séjour.

Ainsi, en 2011, le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a créé un nouveau décret d'application de la loi organique de 2009 (approuvé en avril 2011¹²), visant précisément à établir une politique d'intégration nationale, unifiée, dans le but de supprimer les divergences et les différentes orientations prises par les communautés autonomes quant à l'accès des migrants aux différents services. La nouvelle loi clarifie les procédures et les formalités tout en transposant diverses directives de l'Union européenne. Le second plan national "Plan stratégique de citoyenneté et d'intégration 2011-2014"¹³ créé également lors du gouvernement Rajoy (dont les trois objectifs principaux sont l'égalité, la non-discrimination, la citoyenneté et l'interculturalité) annonce que l'intégration de la population immigrée est l'un des défis majeurs du gouvernement espagnol. Parmi les mesures inscrites dans le plan d'austérité du gouvernement, notons la fin de la gratuité des soins médicaux pour les sans-papiers en Espagne en septembre 2012. Au moins 150 000 sans-papiers auraient été concernés selon le quotidien espagnol *El País*¹⁴.

Effets de la crise économique sur les flux migratoires

Entre 2001 et 2003, le solde migratoire des Marocains présents en Espagne a augmenté de 40 000 personnes pour atteindre 75 000 en 2005. De 2005 à 2008, les flux se sont stabilisés autour de 50 000 et 60 000 personnes. En revanche, en 2009, nous remarquons un net changement de tendance : le solde migratoire a chuté (29 000 personnes). Cette forte baisse explique la diminution importante du nombre de nouveaux migrants marocains. En effet, alors que nous enregistrons 93 000 arrivées de Marocains en 2008, on est passé à 61 700 arrivées en 2009. Ce sont les hommes qui

ont été les plus touchés (56 000 en 2008 et 34 000 en 2009). Pour les femmes marocaines, les arrivées sont passées de 37 000 à 27 000. Cependant, les sorties des migrants marocains d'Espagne sont restées à des niveaux similaires depuis 2007 (un peu plus de 30 000 par an). Par conséquent, nous pouvons affirmer que la crise économique n'a pas produit une augmentation particulière de "retours" au pays d'origine, mais plutôt une réduction de "l'effet d'appel" pour de nouveaux migrants. Nous pouvons davantage parler d'un arrêt de l'immigration, que d'un processus de départ massif du pays.

Et si le Maroc pouvait aider l'Espagne à sortir de la crise ?

"*Le Maroc peut aider l'Espagne à sortir de la crise*", a déclaré Nizar Baraka, ministre marocain de l'Économie et des Finances, au mois de février 2013. "*Le Maroc peut être une solution pour améliorer la compétitivité de l'économie espagnole*"¹⁵, a insisté Karim Ghelab, le président du Parlement marocain. En effet, selon les derniers chiffres du ministère espagnol de l'Économie, les exportations espagnoles vers le Maroc ont totalisé 432,4 millions d'euros en janvier dernier, enregistrant ainsi une hausse de 24,6 % comparée à la même période de 2012.

Actuellement, sous l'effet de la crise européenne et du chômage endémique en Espagne, un nouveau phénomène migratoire fait son apparition : la tendance migratoire Maroc-Espagne s'inverse. Des milliers d'Espagnols partent désormais au Maroc pour y trouver un emploi. "*C'est le monde à l'envers*"¹⁶, écrit Hein de Haas, codirecteur de l'Institut des migrations internationales, affilié à l'université d'Oxford. Selon l'Institut national de la statistique espagnol, le

Selon l'Institut national de la statistique espagnol, le nombre d'Espagnols officiellement enregistrés en tant que résidents sur le sol marocain a été multiplié par 4 entre 2003 et 2011. Aujourd'hui, des dizaines de milliers d'entre eux se trouveraient en situation illégale.

12. Voir à ce propos : http://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-2011-7703. 13. [http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief/2612641-les-soins-ne-seront-plus-gratuits-pour-les-sans-papiers](http://extranjeros.empleo.gob.es/es/IntegracionRetorno/Plan_estrategico2011/pdf/PECI-2011-2014.pdf). 14. http://www.libe.ma/Les-exportations-espagnoles-continuent-sur-leur-lancee_a36578.html.

16. <http://www.csmonitor.com/World/Africa/2013/0321/The-world-upside-down-The-rise-of-Spanish-immigration-to-Morocco>.

nombre d'Espagnols officiellement enregistrés en tant que résidents sur le sol marocain a été multiplié par 4 entre 2003 et 2011. Aujourd'hui, des dizaines de milliers d'entre eux se trouveraient en situation illégale.

En avril 2013, un Espagnol déclarait dans le journal *Courrier international* : "Avant la crise, personne en Espagne n'aurait imaginé partir un jour au Maroc pour travailler, ça ne nous serait jamais venu à l'esprit"¹⁷. Ainsi, Tanger connaît un essor important avec l'arrivée d'Espagnols souvent qualifiés, au chômage et n'ayant plus droit aux allocations chômage. La population espagnole installée au Maroc est passée de 4 700 personnes en 2011 à 9 042 personnes en 2012. La plupart gagnent en moyenne 400 euros par mois et, pour les plus qualifiés, le revenu s'élève à 2 000 euros, ce qui représente un pouvoir d'achat très important au sein du royaume marocain, sachant que le salaire moyen est de 215 euros. Le Maroc semble être une alternative non négligeable pour certains de par sa vitalité économique.

Difficile reprise économique et crise prolongée de l'emploi en Espagne

Le premier problème, sans doute décisif, sera tout d'abord la capacité de l'économie espagnole à s'orienter vers un nouveau modèle de croissance qui génère de l'emploi. Comme nous l'affirmions précédemment, les secteurs de l'industrie et des services qui ont, dans le passé, créé beaucoup d'emplois à faible niveau de qualification – construction, hôtellerie, restauration, petits commerces et emplois à domicile, etc. – ont également été ceux qui ont généré le plus de chômage au cours de la crise. C'est pourquoi l'Espagne a plus que doublé le taux moyen de chômage des pays de la zone euro¹⁸. À cela s'ajoute une gestion très tardive et insatisfaisante de la crise qui a entraîné d'importants désé-

quilibres fiscaux et détruit le modèle de croissance économique espagnol. Par conséquent, l'Espagne doit résoudre simultanément une crise du système productif et un déséquilibre fiscal.

Face à cette situation complexe qui ne cesse d'empirer depuis 2009, aucune perspective positive annonçant une reprise de la croissance économique n'est visible, même à moyen terme. À la suite de la crise, aggravée par les politiques d'austérité, l'Espagne montre un nouveau visage inquiétant. Le chômage s'accroît dramatiquement, particulièrement parmi les jeunes et les immigrés marocains, le secteur informel se développe ainsi que la précarité. Le mouvement des Indignés¹⁹, porteur d'un message de révolte et de changement de société, témoigne de l'absence de perspectives pour une Espagne prise au piège de la dette et des politiques d'austérité inefficaces et antisociales. Seule une relance coordonnée à l'échelle de l'Union européenne, prenant en compte la situation spécifique de chaque pays membre, permettrait de sortir l'Espagne de la dangereuse spirale déflationniste. ■

Bibliographie

- Eliseo Aja, Joaquín Arango, *Veinte años de inmigración en España : perspectiva jurídica y sociológica*, Fundación CIDOB, Barcelona, 2006.
- Bernabé López García, "El fenómeno de la inmigración magrebí a Europa", in Bernabé López García (dir.), *La Inmigración magrebí en España. El retorno de los moriscos*, Madrid, Editorial Mapfre, 1993, pp. 29-93.
- Gema Martín Muñoz, Ana María López Sala, Rafael Crespo, Javier García, *Marroquíes en España. Estudio sobre su integración*, Madrid, Publicaciones de la Fundación Repsol YPF, 2003.
- Manuel Muñoz, "La construcción social del extranjero como asistible: Las políticas locales de asistencia social", in Danielle Provansal (dir.), *Migraciones, segregación y racismo*, Tenerife, Asociación Canaria de Antropología, 1993, p. 77.

¹⁷. <http://www.courrierinternational.com/article/2013/04/18/pays-d-immigres-espagnols>. ¹⁸. Au 1^{er} janvier 2013, le taux de chômage en Espagne était de 26,2 %. La moyenne des pays de la zone euro s'élevait à 11,9 %. OECD, *Harmonized Unemployment Rates and Level*, OECD Publishing, 2013. http://www.oecd.org/std/labour-stats/HUR_03e13.pdf. ¹⁹. <http://dossiergf.wordpress.com/los-indignados-en-espana/>